

# Commerce extérieur et politique commerciale aux 19e et 20e siècles

Autor(en): **Humair, Cédric**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **17 (2010)**

Heft 1: **Wirtschaftsgeschichte in der Schweiz : eine historiographische Skizze = L'histoire économique en Suisse : une esquisse historiographique**

PDF erstellt am: **21.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-306554>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

---

# Commerce extérieur et politique commerciale aux 19e et 20e siècles

Cédric Humair

Les relations économiques extérieures ont joué un rôle majeur dans le développement de la Suisse (voir la contribution de Marc Perrenoud). Si l'apport de ces activités à la croissance a fait l'objet d'évaluations contradictoires pour le premier 19e siècle (Siegenthaler 1982; Bernegger 1990), il est admis que dès le tournant du 20e siècle, au plus tard, la Suisse constitue une *small open economy* très fortement imbriquée dans l'économie mondiale. La prospérité matérielle qui caractérise la société suisse en ce début de 21e siècle, doit donc beaucoup aux relations entretenues avec l'étranger. Publiés au cours des deux dernières décennies, plusieurs ouvrages collectifs ont permis d'éclairer ce fondement du développement économique suisse (Bairoch/Körner 1990; Gilomen et al. 2003), ainsi que ses implications dans le domaine des relations internationales (Favez et al. 1998; Jost et al. 2006).

Parmi les différentes composantes des échanges extérieurs – humaine, commerciale, financière, technologique – la circulation de marchandises (importation, exportation, transit, import-export) a longtemps occupé une place prépondérante. Toutefois, elle s'est atténuée au cours du 20e siècle avec le développement de la place financière. Ne bénéficiant pas d'un marché intérieur très important, ni de ressources suffisantes en matières premières et en denrées alimentaires, la Suisse a développé un commerce extérieur très intense en comparaison internationale. Ces échanges ont non seulement permis l'épanouissement d'un secteur commercial performant, œuvrant à l'échelle internationale (voir la contribution de Christof Dejung), mais ils ont encore joué un rôle crucial dans le processus d'industrialisation. L'exportation de marchandises a en effet servi de moteur à la proto-industrie, dès le 18e siècle, puis à la production mécanisée en fabrique qui démarre au début du 19e siècle (voir la contribution de Béatrice Veyrassat).

Cette contribution propose un panorama de l'historiographie consacrée à l'évolution des échanges de marchandises et aux mesures politiques qui ont cherché à les influencer; elle est structurée selon des axes thématiques définis par l'auteur. Suivront un aperçu des recherches en cours dans ce domaine ainsi qu'un choix de perspectives de recherche.

## Structure et évolution du commerce extérieur suisse

Une analyse du commerce extérieur suisse sur la longue durée se heurte à une difficulté souvent relevée dans l'historiographie, le déficit de la statistique commerciale. Ce n'est qu'à partir de 1892 que l'appareil statistique fédéral mis en place en 1848 fournit les chiffres nécessaires à la compréhension des grands flux commerciaux. Quelques travaux ont cependant permis de combler en partie les lacunes concernant le 19e siècle (Bosshardt et al. 1964; Bairoch 1974, 1976, 1978; Veyrassat 1990; Ritzmann 1996).

Il est désormais possible d'évaluer l'importance du commerce extérieur suisse en comparaison internationale. En termes d'exportation par habitant, la Suisse est probablement le leader mondial jusque dans le dernier quart du 19e siècle, durant lequel elle se fait supplanter par la Belgique (Bairoch 1990). Ce déclin relatif est toutefois compensé par l'expansion rapide des multinationales suisses qui développent alors leur appareil de production à l'étranger (Schröter 1990, 1993). Après avoir rétrogradé encore durant l'entre-deux-guerres, la Suisse réintègre la deuxième place vers 1970. Si on prend en compte le rapport entre le commerce extérieur (importation + exportation) et le PIB, la Suisse figure également dans le peloton de tête, mais elle est précédée par plusieurs petits pays comme la Belgique et la Hollande. Cette mesure permet par ailleurs de constater que l'imbrication de la Suisse dans l'économie mondiale a fortement varié au cours du temps (David 2003). Alors que le rapport oscille entre 60 et 70 pour cent de 1890 à 1914, il chute durant l'entre-deux-guerres, en raison des conflits, des crises et des entraves politiques mises aux échanges commerciaux, atteignant un plancher de 20 pour cent en 1945. Il remonte ensuite jusqu'en 1980, pour se stabiliser à un niveau proche de 60 pour cent.

La connaissance de la structure du commerce extérieur suisse a également fait d'importants progrès. Rappelons tout d'abord le déficit chronique de la balance commerciale. Jusqu'en 1990, les importations sont toujours supérieures aux exportations, à l'exception de cinq années (1916, 1945, 1953, 1965, 1976). Le déficit le plus lourd est enregistré en 1932, les exportations ne couvrant que 45 pour cent des importations. La géographie du commerce extérieur est désormais mieux appréhendée. Une première caractéristique est l'importance des quatre grands partenaires que sont la France, l'Allemagne, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne (David/Etemad 1999; Guex 1999; Dirlwanger et al. 2003). Tout au long des 19e et 20e siècles, ces quatre marchés absorbent entre 35 et 60 pour cent des exportations suisses. Alors que les Etats-Unis constituent le principal débouché durant la première moitié du 19e siècle, avec une part de 20 à 25 pour cent, l'Allemagne prend le relais dès les années 1860. Entre 1892 et 1944, le grand voisin absorbe 22 pour cent des exportations et fournit 26 pour



cent des importations. Après un bref intermède dû à la défaite de l'Allemagne nazie, entre 1943 et 1953, le voisin du nord redevient le principal partenaire commercial de la Suisse et le reste jusqu'à nos jours. La seconde caractéristique géographique est l'intensité des relations entretenues avec les pays dits du Tiers-Monde (Hauser-Dora 1986; Witschi 1987; Veyrassat 1993; David et al. 1998). Ces pays absorbent entre 30 et 35 pour cent des exportations suisses durant la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle, jouant un rôle crucial dans la phase initiale de l'industrialisation suisse (Etemad 1994). Par la suite, ce pourcentage diminue pour osciller entre 8 et 22 pour cent au cours du 20<sup>e</sup> siècle, ce qui n'empêche pas la Suisse de demeurer le pays au monde qui exporte le plus par habitant vers ces pays, devançant toutes les puissances coloniales. En période de crise économique, ces marchés jouent le rôle d'amortisseur, compensant en partie les pertes subies dans les pays industrialisés. Notons enfin les progrès effectués dans l'analyse de la structure des produits exportés (Bairoch 1990; David/Schnebli 1998; David/Etemad 1999). Alors que le textile décline de 73 à 13 pour cent de la valeur des exportations entre 1840 et 1986, les machines et la chimie progressent respectivement de 0,1 à 31,4 pour cent et de 0,4 à 21,8 pour cent. Quant à l'horlogerie (entre 8 et 15 pour cent) et l'alimentation (entre 3 et 15 pour cent), leur part n'évolue pas de manière linéaire, mais oscille au cours de la période. Dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle, l'exportation suisse se spécialise de plus en plus et occupe des niches de haute technologie (électrotechnique, pharmacie, horlogerie), dans lesquelles les entreprises s'efforcent d'innover.

### **Les enjeux de la politique commerciale**

L'importance économique du commerce extérieur en a fait l'un des principaux objectifs de la politique extérieure suisse. En dépit de cette réalité, l'historiographie n'a pas accordé beaucoup d'intérêt à la politique commerciale suisse. Il s'agira ici d'explicitier ce constat tout en le relativisant par la mention des principales études publiées. Il faut d'emblée préciser que seuls les ouvrages essentiellement centrés sur la politique commerciale seront pris en compte, en donnant la priorité aux parutions les plus récentes. Pour être complet, il faudrait encore intégrer certaines études consacrées à la politique extérieure, aux relations bilatérales et aux relations économiques extérieures, qui traitent aussi de politique commerciale.

La politique commerciale sera comprise ici dans son acception la plus large, à savoir comme l'ensemble des mesures prises par la Confédération dans le but de modifier les flux du commerce extérieur. En premier lieu, il est nécessaire de s'interroger sur les raisons qui ont poussé les autorités à se départir du



libre-échange et à intervenir pour influencer les échanges de marchandises. Force est de constater que les objectifs poursuivis par l'Etat central ont été multiples et qu'ils ont varié en importance au cours du temps. Tout au long des 19e et 20e siècles, l'objectif principal demeure toutefois le même: soutenir les producteurs suisses dans leur quête de marchés extérieurs, en luttant contre le protectionnisme des partenaires commerciaux (Humair 1998a).

La politique commerciale peut aussi avoir pour objectif de protéger le marché intérieur contre la concurrence étrangère. Après l'échec du Concordat de rétorsion contre la France, au début des années 1820, le protectionnisme n'a toutefois joué qu'un rôle mineur en Suisse, cela jusque dans les années 1880. Dès lors, le marché intérieur gagne en importance et sa protection devient un enjeu de la politique commerciale. La Confédération développe un protectionnisme sélectif en faveur d'un nombre limité de branches de production. Ce phénomène reste toutefois mal étudié (Gürtler 1931; Reichlin 1932; Humair 2004). A noter que l'augmentation de la protection douanière favorise le mouvement de cartellisation de l'économie et qu'elle a donc des incidences sur l'évolution de la Suisse vers son statut actuel d'îlot de cherté (Fretz 1923). Dès la fin du 19e siècle, le soutien à l'agriculture devient également un enjeu important de la politique commerciale. Incapables de survivre dans un régime de libre concurrence, les agriculteurs sollicitent une aide de l'Etat, dont le protectionnisme douanier est un pilier principal (Halbherr/Müdespacher 1985; Baumann 1993; Sciarini 1996; Gees et al. 2000, 2006). Il faut souligner que la protection du marché intérieur ne recouvre pas uniquement une dimension économique, mais constitue un enjeu de politique intérieure fondamentale. Les concessions faites dans ce domaine permettent au grand capital de conclure une alliance avec la paysannerie et les classes moyennes industrielles dans le but de contrer la montée du mouvement ouvrier.

Un autre objectif important de la politique commerciale consiste à assurer l'approvisionnement du pays. Après 1914, cette dimension prend de l'importance, en particulier durant les deux périodes de guerre (Groebner et al. 2008). Dans un contexte de rareté des ressources, les échanges commerciaux sont organisés de manière à optimiser les importations. L'Etat exerce alors un contrôle étroit des échanges commerciaux et prend même en charge certaines marchandises stratégiques en instaurant des monopoles. Alors que l'analyse concernant la Première Guerre mondiale n'a pas été beaucoup renouvelée (Ochsenbein 1971; Luciri 1976), celle portant sur la Deuxième Guerre mondiale a bénéficié de nombreuses études, notamment dans le cadre de la «commission Bergier» (Bourgeois 1974; Spahni 1977; Jost 1998; Forster 2001; Frech et al. 2002a). A noter que dès 1914, la nécessité de maintenir une autosuffisance minimale dans certains domaines stratégiques influe sur la politique commerciale même

en temps de paix. Mentionnons enfin un objectif très mal documenté de la politique commerciale, qui est d'attirer les flux du commerce de transit et de l'import-export sur territoire suisse, au profit des compagnies de commerce et de transport (Duc 2007, 2010).

La superposition des différents enjeux de la politique commerciale a rendu sa gestion complexe et provoqué des conflits d'intérêts entre les différents acteurs de la vie économique et politique (Signer 1914; Lampenscherf 1948; Humair 2004). La définition de la stratégie devant être poursuivie par la Confédération a donné lieu à des débats intenses et des luttes acharnées au sein du champ étatique, notamment durant la phase de création de l'Etat fédéral (Humair 1998b).

### **Les outils de la politique commerciale suisse**

Quels sont les outils à disposition de la Confédération pour poursuivre ses différents objectifs? Avant même la création de l'Etat fédéral, en 1848, la Confédération est intervenue afin de mettre en place un vaste réseau consulaire de milice (Schnyder 2004). Entre 1798 et 1900, 100 postes sont ainsi créés et 96 supplémentaires durant le 20<sup>e</sup> siècle. Parmi les multiples fonctions des consuls, soulignons celle d'informer les producteurs suisses sur l'évolution des marchés extérieurs. A ce réseau s'ajoute les institutions à caractère privé, assumant parfois des tâches paraétatiques, dont le rôle n'a pas été suffisamment analysé: les plus importantes sont les chambres de commerce à l'étranger et l'Office Suisse d'expansion commerciale, fondé en 1927.

Le principal outil de la politique commerciale est toutefois le cordon douanier installé autour du territoire suisse dès 1848 (Humair 2004). Avant cette date, la compétence douanière est du ressort des cantons et la Confédération ne parvient pas à développer une politique commerciale efficace (Rupli 1949; Arlettaz 1981). Après son instauration en 1849, le nouveau tarif douanier fédéral sert surtout des objectifs fiscaux. Il s'agit de financer les dépenses du nouvel Etat fédéral. Mais dès les années 1860, la portée commerciale du tarif devient toujours plus décisive (Zimmermann 1980; Lüdi 1985). Après la Première Guerre mondiale, l'outillage douanier est rendu plus efficace avec la limitation quantitative de l'importation de certaines marchandises. En vigueur entre 1921 et 1926, et à nouveau dès 1931, ces mesures de contingentement n'ont pas encore fait l'objet d'une recherche historique approfondie (Schälchli 1931; Karmin 1944). A partir de la Deuxième Guerre mondiale, un mouvement international de libéralisation des échanges pousse la Confédération à atténuer progressivement son intervention, redonnant plus d'importance au tarif douanier,



qui est révisé en 1959 (Schmid 1964; Dirlewanger et al. 2003).

Le tarif douanier et le contingentement ne permettent pas seulement de protéger le marché intérieur en freinant l'importation. Ces outils peuvent être utilisés afin de promouvoir l'exportation, en servant de monnaie d'échange pour conclure des accords commerciaux. Dans un premier temps, la Confédération se contente de traités contenant la clause de la nation la plus favorisée, qui garantit aux exportateurs suisses de ne pas subir une taxation supérieure à celle de la concurrence (Dérobert 1926). Mais à partir de 1864, les autorités privilégient les traités à tarif. Certaines taxes suisses sont abaissées pour créer des brèches dans les murailles protectionnistes européennes: en échange d'un accès facilité au marché suisse, les partenaires commerciaux diminuent les positions de leur tarif qui frappent les produits suisses. Dès les années 1880, cette pratique est rendue plus efficace grâce à l'instauration d'une politique douanière de combat. Elle consiste à renforcer le tarif suisse pour être mieux armé en vue de négociations. A partir de 1914, les contingentements sont aussi pris en compte lors de la conclusion de traités bilatéraux (Karmin 1944; Hug/Kloter 1999; Frech et al. 2002a). Puis dans les années 1930, les échanges sont régulés de manière très stricte avec certains Etats (accords de clearing), afin d'arriver à un équilibre des paiements entre les deux parties.

Il n'est pas possible de mentionner ici l'ensemble des publications concernant les accords commerciaux bilatéraux. Cet outil de politique commerciale est en effet celui qui a été le plus investigué par les historiens. De nombreux mémoires de licence ont notamment été réalisés dans différentes universités suisses. Les principales avancées concernent le 20e siècle et en particulier les relations avec les cinq partenaires commerciaux les plus importants: l'Allemagne (Bourgeois 1998, Loepfe 2006), la France (Schaufelbuehl 2003, 2009), la Grande-Bretagne (Inglin 1991), les Etats-Unis (Schaller 1987; Schiemann 1991) et l'Italie (Winkler 1992; Kuder 2002; Gerardi 2007). Aucune de ces études n'aborde toutefois les relations commerciales sur la longue durée. Hormis les principaux partenaires commerciaux, l'Espagne (Sanchez Fernandez 1996; Cerutti et al. 2001; Farré 2006), l'Europe de l'est (Bulliard 1995, 1998; Ammann 2006) et l'Afrique du Sud (Bott et al. 2005; Kreis 2007) ont fait l'objet de recherches importantes. Concernant le 19e siècle, le bilan est beaucoup plus maigre. En dépit de vides historiographiques béants, seules quelques études sur la France (Gern/Arlettaz 1993), le Japon (Jequier 1990) et les Etats-Unis (Humair 2006) sont à signaler.

Après la Deuxième Guerre mondiale, le bilatéralisme atteint son apogée – entre 1945 et 1947, 22 accords bilatéraux sont conclus par la Suisse, combinés avec des crédits s'élevant à 800 millions de francs. Mais le multilatéralisme, qui consiste à réguler les interventions étatiques au sein d'organisations internationales, gagne

rapidement en importance (Fleury 1990, 1996; Hug et al. 2000). En adhérant à l'OECE (Organisation européenne de coopération économique) et à l'UEP (Union européenne des paiements), en 1948 et en 1950, la Suisse s'inscrit dans le «trend» de désarmement douanier qui s'engage en Europe (Enz 1990/91; Fleury 1986, 1993). Favorable à l'exportation suisse, cette option met en danger la protection agricole et les mesures visant à assurer l'approvisionnement. Cette tension devient encore plus forte lorsque les autorités suisses décident de participer au GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade*), d'abord provisoirement (1958), puis définitivement (1966) (Sciarini 1994, 1995; Gees et al. 2000; Hofstetter 2006). Le multilatéralisme pose un autre problème qui est celui de la perte d'indépendance de la politique commerciale suisse (Jost 1999). Pratiquant un commerce universel, ancré dans la politique de neutralité, les élites économiques suisses ne veulent pas être contraintes d'appliquer des mesures contraires à leurs intérêts. Les autorités négocient donc et obtiennent des statuts spéciaux au sein de l'OECE et du GATT, ce qui leur permet de préserver les intérêts de l'agriculture suisse et de conserver une large indépendance vis-à-vis de ces organisations internationales.

La volonté d'indépendance a aussi largement déterminé l'attitude de la Confédération vis-à-vis d'un autre outil de politique commerciale, l'union douanière. Durant les années 1830, la participation au *Zollverein* allemand est déjà repoussée par crainte de devoir subir une politique protectionniste contraire aux intérêts des élites marchandes suisses (Heussler 1971). Après la Deuxième Guerre mondiale, le caractère supranational de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier), puis de la CEE (Communauté économique européenne), est au centre du refus suisse de participer au mouvement d'intégration européenne (Keel 1980; Moser 2000; Zbinden 2000, 2006; Maurhofer 2001). La participation à l'AELE (Association européenne de libre-échange), en revanche, laisse à la Confédération la pleine liberté de mener une politique commerciale indépendante (Veyrassat 1969). Il en est de même de l'union douanière conclue en 1923 avec le Liechtenstein.

Signalons encore un dernier pan de la politique commerciale suisse, très mal documenté, qui est celui des encouragements à l'exportation. Dans le domaine douanier, des régimes spéciaux, tels que les drawbacks, le trafic de perfectionnement ou encore les entrepôts et les ports francs, permettent de favoriser les flux de marchandises avec l'extérieur, en allégeant les contrôles et la charge fiscale auxquels ils sont soumis (Hahn 1949). Mentionnons également la garantie à l'exportation qui permet aux entreprises suisses de conclure des affaires avec des pays dont les capacités de paiement ne sont pas solidement établies (Cerutti 1981; Bärtschi s. d.).



## Acteurs et processus de décision

Par qui et comment la politique commerciale suisse est-elle dirigée? Abordée au cours des années 1950 (Gruner 1954, 1956), cette question a été par la suite abandonnée aux politologues. Depuis une dizaine d'années, plusieurs recherches historiques ont toutefois renouvelé la problématique (Hug 1999; Gees 1999; Klöti et al. 2000; Frech et al. 2002b; Dirlewanger et al. 2003; Humair 2004). Il en ressort quelques caractéristiques importantes du processus de décision helvétique.

La première est le rôle central joué par les milieux économiques qui participent non seulement à la définition de la stratégie de politique commerciale, mais également à sa mise en œuvre. Dès la constitution de l'Etat fédéral en 1848, des représentants du grand capital sont mobilisés en tant qu'experts par le Conseil fédéral et participent à la négociation des traités de commerce. A partir de la fin du 19e siècle, cette influence est exercée par l'intermédiaire de l'Union Suisse du Commerce et de l'Industrie (Wehrli 1972), fondée en 1870 (aujourd'hui *economiesuisse*). Cette association faîtière, qui représente les intérêts de la grande industrie d'exportation, bénéficie en effet d'une position privilégiée au sein des commissions d'experts nommées par le Conseil fédéral (Zimmermann 1980; Schmid 1983). Trois de ses dirigeants ont marqué la politique commerciale suisse de leur empreinte: Conrad Cramer-Frey (Meyer 1969), Alfred Frey et Heinrich Homberger (Pasche 2000). Afin d'assurer une légitimité suffisante à la politique de la Confédération, l'influence de l'Union Suisse du Commerce et de l'Industrie a dû être pondérée par la consultation des autres associations faîtières, dont les intérêts commerciaux divergeaient: l'Union Suisse des Arts et Métiers (1879) (Brunner 1926; Tschumi/Jaccard 1929), l'Union Syndicale Suisse (1880) (Kobelt 1987), l'Union Suisse des Paysans (1897) (Kupper 1929; Baumann 1993) et l'Association Suisse des Banquiers (1912). Au bénéfice d'une capacité référendaire importante, l'Union Suisse des Paysans a obtenu une intégration plus marquée au sein du processus de décision (Humair 1992).

La deuxième caractéristique est un effacement progressif des acteurs démocratiquement élus. Durant les premières décennies de l'Etat fédéral, les commissions parlementaires, le parlement et le Conseil fédéral participent activement à l'élaboration de la politique commerciale. Mais à partir de la fin du 19e siècle, le parlement ne joue plus qu'un rôle de légitimation des décisions. Bien que son pouvoir de décision soit plus important, le Conseil fédéral se contente le plus souvent d'entériner la stratégie élaborée par l'administration fédérale et les associations faîtières. Au sein des trois départements les plus concernés (politique étrangère, finances, économie), plusieurs organes administratifs participent à l'élaboration de la politique commerciale. *Primus inter pares*, la Division du

commerce, fondée en 1881, coordonne la politique commerciale et organise la consultation des autres acteurs: associations faîtières, administrations concernées, Banque nationale suisse, Office Suisse d'expansion commerciale.

La plupart des analyses s'accordent donc sur le fait que dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle, la politique commerciale suisse s'articule sur un axe principal constitué par la Division du commerce et le *Vorort* de l'Union Suisse du Commerce et de l'Industrie, autour duquel gravitent d'autres acteurs collectifs. Le poids de ces derniers varie au cours du temps, en fonction des configurations politiques intérieures et extérieures. A ce propos, les historiens divergent sur deux questions: le degré d'indépendance de l'Etat vis-à-vis du *Vorort* et le rapport de force entre l'Union Suisse du Commerce et de l'Industrie et l'Union Suisse des Paysans (Hug 1998a+b; Gees 1999; Dirlewanger et al. 2003). Il faut toutefois souligner que les relations entre la Division du commerce et le *Vorort* n'ont que rarement été conflictuelles, la première servant souvent de simple relais du second au sein du champ étatique (Humair 2004). Les deux pôles de l'axe principal se sont accordés sur une stratégie privilégiant les secteurs centraux de l'industrie d'exportation, tout en assurant la légitimité de la politique commerciale étatique par des concessions aux autres acteurs économiques et politiques.

Une dernière caractéristique du processus de décision helvétique est l'existence du référendum législatif, introduit en 1874 (Neidhart 1970). Jusqu'en 1921, les traités internationaux ne sont toutefois pas soumis au référendum et il en est ainsi des traités de commerce. La menace référendaire complique tout de même l'élaboration de tarifs douaniers de combat efficaces. En 1891 et 1903, de violentes batailles référendaires tournent à l'avantage du *Vorort* et de ses alliés (Müller 1966). Après la Première Guerre mondiale, la révision du tarif douanier de 1921 est soustraite à la contrainte référendaire grâce à la clause d'urgence (Humair 2008). Quant au référendum sur les traités internationaux, introduit en 1921, il complique la tâche des autorités à l'intérieur, mais renforce leur position lors de négociations avec les partenaires commerciaux. La menace référendaire devient un argument efficace pour refuser certaines concessions.

## **Grandes évolutions et résultats de la politique commerciale suisse**

Après avoir explicité les objectifs, les outils, les acteurs et le processus de décision de la politique commerciale, il reste à en esquisser les grandes évolutions et les résultats. De ce point de vue, la tâche de l'historien est compliquée par plusieurs tendances lourdes de la production historiographique: focalisation sur le 20<sup>e</sup> siècle et en particulier les périodes de guerre; prédominance de l'approche bilatérale; prédilection pour les analyses de courte durée. A ce propos, il est significatif



qu'un seul ouvrage couvre la politique commerciale suisse sur la longue durée et cela sans recourir à des sources archivistiques (Vogel 1966). Relevons enfin que l'image de la politique commerciale suisse a largement été façonnée par les acteurs administratifs, politiques et économiques qui l'ont menée. Des fonctionnaires fédéraux, des dirigeants d'associations et des politiciens ont en effet pris la plume pour proposer des histoires servant leurs intérêts. Il est d'ailleurs significatif de constater que les phases de publication les plus denses correspondent aux périodes où le débat douanier et commercial s'intensifie.

En dépit des faiblesses de l'historiographie relevées, les apports de quelques ouvrages récents permettent de proposer une périodisation de la politique commerciale suisse. Entre 1815 et 1848, la Confédération n'est pas en mesure d'intervenir efficacement, car elle ne dispose pas d'un outil douanier approprié et certains cantons s'opposent à une politique centralisée (Humair 2004). Les relations commerciales sont fortement orientées vers les Etats-Unis et les autres marchés d'outre-mer. De 1848 à 1884, l'intervention commerciale demeure faible, en dépit de l'outil douanier plus performant introduit en 1849. Celui-ci est mis au service de l'exportation qui se réoriente progressivement vers les marchés européens. Entre 1884 et 1959, l'intervention commerciale devient toujours plus musclée, dans un contexte international marqué par les crises économiques, le renforcement du protectionnisme et les perturbations liées aux deux conflits mondiaux (Zimmermann 1980; Hug/Kloter 1999; Frech et al. 2002/1). Le tarif douanier de combat et les contingentements sont mis au service de la conclusion de traités bilatéraux permettant de fissurer les barrières douanières étrangères. Mais d'autres objectifs sont désormais poursuivis, comme la protection du marché intérieur, le soutien à l'agriculture et l'approvisionnement du pays. En outre, la politique commerciale devient dépendante d'enjeux financiers. D'une part, le clearing doit aussi servir à défendre les investissements suisses à l'étranger. D'autre part, l'exportation de capital facilite la conclusion de traités de commerce avantageux: de fait, les crédits accordés aux Etats étrangers sont utilisés pour obtenir des concessions commerciales (Mazbouri 1998). La période est enfin marquée par une entrée dans l'orbite commerciale de l'Allemagne, qui devient le partenaire essentiel. L'intensité des échanges est telle qu'une complémentarité entre les deux économies se développe. Après la révision douanière de 1959 et l'adhésion au GATT, la Suisse entre dans une dernière phase marquée par une diminution progressive de l'intervention commerciale, dont le moteur est le renforcement des relations multilatérales (Keel 1980; Sciarini 1994; Dirlewanger et al. 2003). Favorable à l'exportation, ce «trend» engendre des tensions avec les défenseurs du protectionnisme et en particulier la paysannerie. Bien que la Suisse refuse de participer à l'intégration européenne, l'Union devient son principal partenaire commercial.

Le renouveau historiographique a aussi permis de fissurer le mythe du petit pays à la merci des grandes puissances (Rappard 1945). Construite et entretenue par les élites dirigeantes, cette image a pour principale fonction d'amadouer les partenaires étrangers, tout en légitimant la politique commerciale officielle à l'intérieur du pays. Or, dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle, cette représentation ne correspond plus à la réalité: la force commerciale et financière accumulée en Suisse permet à la Confédération de remporter des succès importants face à ses partenaires économiques (Guex 1999).

## Recherche actuelle

En raison du déclin de l'histoire économique dans les universités suisses, les recherches en cours dans le domaine ne sont pas légion. La consultation des bases de données du Fonds national suisse de la recherche et de la Société suisse d'histoire, qui répertorie les recherches en cours dans les universités, ne fait que confirmer ce déclin. Seules quelques thèses de doctorat sont en voie de réalisation, essentiellement consacrées aux relations bilatérales après 1945. En outre, l'impulsion donnée par le PNR 42+, consacré à la politique extérieure suisse, n'a désormais plus d'effet.

A l'Université de Lausanne, le professeur Sébastien Guex poursuit ses recherches dans le domaine bien spécifique du commerce de l'art (Guex/Lafontant Vallotton 2002). Deux thèses de doctorat ont aussi été défendues, dont une devrait être publiée prochainement; elles touchent aux relations économiques avec la France (Schaufelbuehl 2009) et l'Afrique du Sud (Sandra Bott). Une autre concernant les relations avec la Grande-Bretagne est en préparation (Isabelle Paccaud). A Genève, une thèse consacrée aux tarifs ferroviaires vient d'être publiée; elle apporte un éclairage à la problématique du commerce de transit dans la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle (Duc 2010). Deux thèses sur les relations bilatérales avec l'Italie (Martin Kuder) et la France (Roberto Garavaglia) sont aussi en cours. A Neuchâtel, Alain Cortat vient d'achever une thèse sur le cartel suisse des câbleries et sa participation à un cartel international, soulignant la capacité de ces ententes d'influencer les flux commerciaux (Cortat 2009). Ce chercheur prépare également un ouvrage collectif dédié à la problématique du cartel, tandis que la Société suisse d'histoire économique et sociale y a consacré sa journée annuelle 2009. A Berne, le projet de recherche de Felix Buchli, soutenu par le FNS, analyse la Division du commerce et son rôle dans la définition de la politique commerciale suisse. Enfin, à Zurich, Philipp Hofstetter prépare une thèse consacrée aux relations économiques extérieures de la Suisse après la Deuxième Guerre mondiale, tandis que Christina Lohm



se penche sur les relations économiques entretenues avec l'URSS entre 1945 et 1991.

Il faut enfin souligner que la recherche en politique commerciale continue de bénéficier du travail effectué par l'équipe des Documents diplomatiques suisses. Hormis les publications régulières, qui font une place importante aux relations commerciales, les chercheurs peuvent consulter la base de données DoDiS sur Internet, qui intègre désormais les résultats des recherches de la «commission Bergier». Une autre base de données, consacrée aux élites suisses, est en voie d'élaboration à l'Université de Lausanne, dans le cadre d'un projet de recherche financé par le FNS (Thomas David et André Mach). Elle devrait fournir des informations biographiques sur certains acteurs de la politique commerciale suisse.

### **Déficits de l'historiographie et perspectives de recherche**

L'analyse historique du commerce extérieur suisse souffre encore de nombreux déficits; c'est particulièrement le cas pour le 19e siècle, en raison de l'absence de données chiffrées fiables; une analyse des statistiques commerciales étrangères, complétée par un dépouillement systématique des fonds des consulats suisses, où figurent des estimations des flux commerciaux et des informations qualitatives, permettraient de reconstruire une image plus précise de cette période. La Feuille officielle du commerce (dès 1883) et les analyses statistiques élaborées par les économistes du 19e siècle pourraient servir de matériel complémentaire à la recherche.

L'analyse du commerce extérieur gagnerait aussi en pertinence si elle était développée plus souvent en relation avec d'autres phénomènes historiques influençant les échanges de marchandises. La compréhension des flux ne peut notamment pas faire abstraction du phénomène de la contrebande, pratiquée à une vaste échelle aux frontières suisses. Il serait aussi important d'étudier le rôle joué par l'évolution du système de transport, et en particulier les transformations provoquées par la construction du réseau ferroviaire suisse. Il faudrait enfin tenir compte des investissements directs réalisés par les industries suisses à l'étranger. De fait, le phénomène de multinationalisation de l'économie a eu une influence non négligeable sur l'évolution des chiffres de l'exportation. Mais dans quelle mesure et pour quelles branches de production?

Des pans entiers de la politique commerciale mériteraient aussi de sortir de l'ombre. Mentionnons notamment le rôle des entrepôts et des ports francs ainsi que les accords sur le commerce de perfectionnement qui ont participé à l'imbrication des économies suisse et allemande dès la fin du 19e siècle.

Il faudrait aussi mettre en lumière d'autres outils de politique commerciale, comme le protectionnisme déguisé que représentent les normes de sécurité, d'hygiène et de qualité imposées aux produits importés. Enfin, la Confédération n'est de loin pas le seul agent de régulation des échanges commerciaux; l'efficacité de sa politique peut-être renforcée ou contrecarrée par d'autres acteurs importants que sont les cartels, les multinationales ou les maisons de commerce internationales.

Quel rôle la politique commerciale a-t-elle joué dans le développement des différents secteurs économiques suisses et en particulier des branches industrielles les plus performantes? Répondre à cette question impliquerait une recherche fondamentale de grande envergure basée sur une analyse systématique des tarifs douaniers suisses et étrangers et de leur modification au moyen de traités de commerce. Il s'agirait ensuite de jauger l'importance des avantages obtenus de l'Etat pour chaque branche de production. Tâche complexe, car la modification d'une taxe douanière n'a pas pour seul effet de modifier le taux de profit sur la vente d'un produit. Elle peut par exemple faciliter la cartellisation d'un secteur ou encore la mobilisation de capitaux auprès d'instituts financiers.

Le plus grand défi de la recherche consiste toutefois à sortir de la courte durée et de l'approche bilatérale, pour comprendre les logiques plus globales de la politique commerciale et leur développement sur la longue durée. Un ouvrage traitant des relations commerciales suisses aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles, soulignant les continuités et les ruptures, serait du plus grand intérêt. Il permettrait de renouveler enfin le seul ouvrage de ce type, qui commence à dater (Vogel 1966). L'évolution du positionnement de la Suisse dans le monde pourrait ainsi être éclairée d'un jour nouveau. A ce propos, l'exploitation des archives étrangères n'a de loin pas été épuisée. Un champ d'investigation énorme est ainsi à disposition des chercheurs. Son utilisation plus systématique permettrait assurément de renouveler l'historiographie existante, qui s'est trop focalisée sur le point de vue suisse.

### *Bibliographie*

- Ammann Klaus (2006), «Handel wider Willen? Schweizer Unternehmen im Ost-West-Handel der 1950er Jahre», in Jost Hans Ulrich, Ceni Monique, Leimgruber Matthieu (éd.), *Relations internationales et affaires étrangères suisses après 1945*, Lausanne, 165–182.
- Arlettaz Gérald (1981), «Libre-échange et protectionnisme. Questions aux archives de la République helvétique», *Etudes et Sources* 7, 7–76.
- Bairoch Paul (1974), «Geographical Structure and Trade Balance of European Foreign Trade from 1800 to 1970», *The Journal of European Economic History* 3, 557–608.
- Bairoch Paul (1976), *Commerce extérieur et développement économique de l'Europe au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Haye.
- Bairoch Paul (1978), «Le volume des exportations de la Suisse de 1851 à 1975», *Revue suisse d'histoire* 28, 29–50.



- Bairoch Paul, Körner Martin (éd.) (1990), *La Suisse dans l'économie mondiale (15e–20e s.)*, Zurich.
- Bairoch Paul (1990), «La Suisse dans le contexte international aux XIXe et XXe siècles», in Bairoch Paul, Körner Martin (éd.), *La Suisse dans l'économie mondiale (15e–20e s.)*, Zurich, 103–140.
- Bärtschi Hans-Peter (s. d.), *Exportations Suisse Risques Monde Garantie Emplois 1934–2006*. <http://www.serv-ch.com/fr/qui-sommes-nous/histoire-de-lentreprise>.
- Baumann Werner (1993), *Bauernstand und Bürgerblock. Ernst Laur und der schweizerische Bauernverband 1897–1918*, Zürich.
- Bernegger Michael (1990), «Die Schweiz und die Weltwirtschaft: Etappen der Integration im 19. und 20. Jahrhundert», in Bairoch Paul, Körner Martin (éd.), *La Suisse dans l'économie mondiale (15e–20e s.)*, Zurich, 429–464.
- Bosshardt Alfred, Nydegger Alfred (1964), «Die schweizerische Aussenwirtschaft im Wandel der Zeiten», in Gesellschaft für Statistik und Volkswirtschaft (Hg.), *Ein Jahrhundert schweizerischer Wirtschaftsentwicklung*, Bern, 302–327.
- Bott Sandra, Guex Sébastien, Etemad Bouda (2005), *Les relations économiques entre la Suisse et l'Afrique du Sud durant l'apartheid (1945–1990)*, Lausanne.
- Bourgeois Daniel (1974), *Le Troisième Reich et la Suisse, 1933–1941*, Neuchâtel.
- Bourgeois Daniel (1998), *Business helvétique et troisième Reich: milieux d'affaires, politique étrangère, antisémitisme*, Lausanne, Genève.
- Brunner John (1926), *Die zollpolitischen Interessen des gewerblichen und kaufmännischen Mittelstandes der Schweiz*, Zürich.
- Bulliard Pascal (1995), «Les relations économiques entre la Suisse et l'Europe orientale au sortir de la Deuxième Guerre mondiale», *Etudes et Sources* 21, 93–143.
- Bulliard Pascal (1998), «La position du Vorort face aux relations économiques de la Suisse avec l'Europe orientale, 1944–1954», in Favez Jean-Claude, Jost Hans Ulrich, Python Francis (éd.), *Les relations internationales et la Suisse*, Lausanne, 143–162.
- Cerutti Mauro (1981), «Politique ou commerce? Le Conseil fédéral et les relations avec l'Union soviétique au début des années trente», *Etudes et Sources* 7, 119–143.
- Cerutti Mauro, Guex Sébastien, Huber Peter (éd.) (2001), *La Suisse et l'Espagne de la République à Franco (1936–1946). Relations officielles, solidarités de gauche, rapports économiques*, Lausanne.
- Cortat Alain (2009), *Un cartel parfait. Réseaux, R & D et profits dans l'industrie suisse des câbles*, Neuchâtel.
- David Thomas, Schnebli Tobia (1998), «Commerce extérieur et restructuration industrielle en Suisse durant la première moitié du XXe siècle», in Favez Jean-Claude, Jost Hans Ulrich, Python Francis (éd.), *Les relations internationales et la Suisse*, Lausanne, 71–94.
- David Thomas et al. (éd.) (1998), *Suisse – Tiers Monde. Des réseaux d'expansion aux formes de domination, traverse 2*.
- David Thomas, Etemad Bouda (1999), «Les relations commerciales de la Suisse avec les Grandes puissances durant l'entre-deux-guerres. Un survol chiffré», in Guex Sébastien (éd.), *La Suisse et les grandes puissances: 1914–1945: relations économiques avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France*, Genève, 31–58.
- David Thomas (2003), «Croissance économique et mondialisation. Le cas de la Suisse, 1870–1914», in Gilomen Hans-Jörg, Müller Margrit, Veyrassat Béatrice (éd.), *La globalisation – Chances et risques. La Suisse dans l'économie mondiale 18e–20e siècles*, Zurich, 145–169.
- Dérobot Eugène (1926), *La politique douanière de la Confédération suisse. Etude sur la politique douanière de la Suisse depuis la constitution de l'Etat fédéral jusqu'à nos jours et exposé du problème douanier actuel*, Genève.
- Dirlwanger Dominique, Guex Sébastien, Pordenone Gian-Franco (2003), *La politique commerciale de la Suisse de la Seconde Guerre mondiale à l'entrée au GATT (1945–1966)*, Zurich.

- Duc Gérard (2007), «Les tarifs marchandises des compagnies ferroviaires suisses (1850–1900). Exemple de régulation d'un service», in Gilomen Hans-Jörg, Müller Margrit, Tissot Laurent (éd.), *Les services. Essor et transformation du «secteur tertiaire» (15e–20e siècles)*, Zurich, 187–200.
- Duc Gérard (2010), *Les tarifs marchandises des chemins de fer suisses (1850–1913). Stratégie des compagnies ferroviaires, nécessités de l'économie nationale et évolution du rôle régulateur de l'Etat*, Berne, etc.
- Enz Annette (1990/91), «Die Schweiz und die Grosse Europäische Freihandelszone», *Etudes et Sources* 16–17, 157–261.
- Etemad Bouda (1994), «Le commerce extérieur de la Suisse avec le Tiers-Monde aux XIXe et XXe siècles. Une perspective comparative internationale», in Etemad Bouda, David Thomas (éd.), *La Suisse sur la ligne bleue de l'Outre-mer*, Lausanne, 19–41.
- Farré Sébastien (2006), *La Suisse et l'Espagne de Franco. De la guerre civile à la mort du dictateur (1936–1975)*, Lausanne.
- Favez Jean-Claude, Jost Hans Ulrich, Python Francis (éd.) (1998), *Les relations internationales et la Suisse*, Lausanne.
- Fleury Antoine (1986), «La situation particulière de la Suisse au sein de l'organisation européenne de coopération économique (OECE)», in Poidevin Raymond (dir.), *Histoire des débuts de la construction européenne, mars 1948 – mai 1950. Actes du colloque de Strasbourg, 28–30 mai 1984*, Bruxelles, 95–117.
- Fleury Antoine (1990), «La Suisse et le retour au multilatéralisme dans les échanges internationaux après 1945», in Bairoch Paul, Körner Martin (éd.), *La Suisse dans l'économie mondiale (15e–20e s.)*, Zurich, 353–370.
- Fleury Antoine (1993), «Le patronat suisse et l'Europe: du Plan Marshall aux traités de Rome», in Dumoulin Michel et al. (éd.), *L'Europe du patronat: de la Guerre froide aux années 1960, Actes du colloque de Louvain-la-Neuve des 10 et 11 mai 1990*, Berne, 165–189.
- Fleury Antoine (1996), «La Suisse et le défi du multilatéralisme», *Itinera*, 68–83.
- Forster Gilles (2001), *Transit ferroviaire à travers la Suisse (1939–1945)*, Publications de la Commission Indépendante d'Experts Suisse – Seconde Guerre Mondiale 4, Zurich.
- Frech Stefan et al. (2002a), *Schweizerische Aussenwirtschaftspolitik 1930–1948. Strukturen – Verhandlungen – Funktionen*, Unabhängige Expertenkommission Schweiz – Zweiter Weltkrieg 10, Zürich.
- Frech Stefan et al. (2002b), «Bilaterale Arrangements und korporatischer Entscheidungsprozess. Schweizerische Aussenwirtschaftspolitik und europäische Integrationskonzepte 1930–1960», in Sandkühler Thomas et al. (Hg.), *Europäische Integration. Deutsche Hegemonialpolitik gegenüber Westeuropa 1920–1960*, Göttingen, 223–251.
- Fretz Max (1923), *Die Wechselbeziehungen zwischen der modernen Kartellbewegung und der herrschenden Schutzzollpolitik*, Innsbruck.
- Gees Thomas (1999), «Interessenclearing und innere Absicherung. Zur Zusammenarbeit zwischen Verwaltung und Privatverbänden in der schweizerischen Aussenpolitik 1930–1960», in Hug Peter, Kloter Martin (Hg.), *Aufstieg und Niedergang des Bilateralismus. Schweizerische Aussen- und Aussenwirtschaftspolitik 1930–1960: Rahmenbedingungen, Entscheidungsstrukturen, Fallstudien*, Zürich, 141–172.
- Gees Thomas (2006), *Die Schweiz im Europäisierungsprozess. Wirtschafts- und gesellschaftspolitische Konzepte am Beispiel der Arbeitsmigrations-, Agrar- und Wissenschaftspolitik, 1947–1974*, Zürich.
- Gees Thomas, Kellerhals-Mäder Andreas, Meier Daniela (2000), *Die Verwaltung der schweizerischen Aussenpolitik 1914–1978. Bundesrat und Bundesverwaltung: Entscheidungsprozesse und Netzwerke in der Landwirtschafts- und Umweltschutzaussenpolitik*, Zürich.
- Gerardi Dario (2007), *La Suisse et l'Italie 1923–1950. Commerce, finance et réseaux*, Neuchâtel.
- Gern Philippe, Arlettaz Silvia (1993), *Relations franco-suissees. La confrontation de deux politiques économiques*, Genève.



- Gilomen Hans-Jörg, Müller Margrit, Veyrassat Béatrice (éd.) (2003), *La globalisation – Chances et risques. La Suisse dans l'économie mondiale 18e–20e siècles*, Zurich.
- Groebner Valentin, Guex Sébastien, Tanner Jakob (éd.) (2008), *Economie de guerre et guerres économiques*, Zurich.
- Gruner Erich (1954), «Wirtschaftsverbände und Staat. Das Problem der wirtschaftlichen Interessenvertretung in historischer Sicht», *Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik* 90, 1–27.
- Gruner Erich (1956), «Der Einfluss der schweizerischen Wirtschaftsverbände auf das Gefüge des liberalen Staates», *Revue suisse d'histoire* 6, 315–368.
- Guex Sébastien (éd.) (1999), *La Suisse et les grandes puissances: 1914–1945: relations économiques avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France*, Genève.
- Guex Sébastien, Lafontant Vallotton Chantal (dir.) (2002), *Le marché suisse de l'art (19e–20e siècles)*, *traverse* 1.
- Gürtler Hans (1931), *Der Einfluss der Handelspolitik auf die Schweizer Inlandindustrie und deren Entwicklung seit Anfang der 1890er Jahre*, Basel.
- Hahn André (1949), *Les régimes douaniers spéciaux du point de vue de l'économie suisse*, Neuchâtel.
- Halbherr Philipp, Müdespacher Alfred (1985), *Agrarpolitik – Interessenpolitik? Eine Untersuchung der Zusammenhänge zwischen Politik und wirtschaftlichen Interessen in der schweizerischen Agrarpolitik*, Bern, Stuttgart.
- Hauser-Dora Angela Maria (1986), *Die wirtschaftlichen und handelspolitischen Beziehungen der Schweiz zu überseeischen Gebieten 1873–1913*, Bern.
- Heussler Heinz (1971), *Die Auseinandersetzungen über den Beitritt der Schweiz zum deutschen Zollverein und ihre Auswirkungen auf die Entstehung des schweizerischen Bundesstaates*, Zürich.
- Hofstetter Philipp (2006), «Der provisorische Gatt-Beitritt der Schweiz 1958 aus der Sicht des Vororts», in Jost Hans Ulrich, Ceni Monique, Leimgruber Matthieu (éd.), *Relations internationales et affaires étrangères suisses après 1945*, Lausanne, 129–146.
- Hug Peter (1998a), «Der gebremste Aufbruch. Zur Aussenpolitik der Schweiz in den 60er Jahren», in König Mario et al. (Hg.), *Dynamisierung und Umbau. Die Schweiz in den 60er und 70er Jahren*, Zürich, 95–114.
- Hug Peter (1998b), «Innenansicht der Aussenpolitik – Akteure und Interessen», in Studer Brigitte (Hg.), *Etappen des Bundesstaates. Staats- und Nationsbildung in der Schweiz, 1848–1998*, Zürich, 203–236.
- Hug Peter (1999), «Bundesrätliche Verhandlungsdelegationen, aussenpolitische Entscheidungsstrukturen und innenpolitische Legitimation. Historische Wurzeln der Präferenz für bilaterale und sektorielle Verhandlungsführung und Folgeprobleme eines überholten Modells», in *Entscheidungsprozesse*, NFP 42+ Working Paper Nr. 12, Bern, 59–72.
- Hug Peter, Gees Thomas, Dannecker Katja (2000), *Die Aussenpolitik der Schweiz im kurzen 20. Jahrhundert. Antibolschewismus, Deutschlandpolitik und organisierte Weltmarktintegration – segmentierte Praxis und öffentliches Ritual*, NFP 42+ Synthesis 49, Bern.
- Hug Peter, Kloter Martin (Hg.) (1999), *Aufstieg und Niedergang des Bilateralismus. Schweizerische Aussen- und Aussenwirtschaftspolitik 1930–1960: Rahmenbedingungen, Entscheidungsstrukturen, Fallstudien*, Zürich.
- Humair Cédric (1992), «L'influence de l'Union Suisse des Paysans sur la politique douanière de la Confédération durant les années 20», in Tanner Albert, Head-König Anne-Lise (éd.), *Les paysans dans l'histoire de la Suisse*, Zurich, 219–241.
- Humair Cédric (1998a), «Entre adaptation et résistance à l'évolution commerciale: lutte à propos de la politique douanière suisse durant le XIXème siècle», in Favez Jean-Claude, Jost Hans Ulrich, Python Francis (éd.), *Les relations internationales et la Suisse*, Lausanne, 9–43.

- Humair Cédric (1998b), «Etat fédéral, centralisation douanière et développement industriel de la Suisse, 1798–1848», in Ernst Andreas, Tanner Albert, Weishaupt Matthias (Hg.), *Revolution und Innovation. Die konfliktreiche Entstehung des schweizerischen Bundesstaates von 1848*, Zürich, 103–116.
- Humair Cédric (2004), *Développement économique et Etat central 1815–1914. Un siècle de politique douanière suisse au service des élites*, Berne, etc.
- Humair Cédric (2006), «Economic Complementarity and Political Solidarity: Concerning the Sources of the first Treaty of 1850 between Switzerland and the United States», *Swiss American Historical Society Review* 42/3, 3–71.
- Humair Cédric (2008), «Qui va payer la guerre? Lutttes socio-politiques autour de la politique douanière suisse 1919–1923», in Groebner Valentin, Guex Sébastien, Tanner Jakob (éd.), *Economie de guerre et guerres économiques*, Zurich, 157–176.
- Inglin Oswald (1991), *Der stille Krieg. Der Wirtschaftskrieg zwischen Grossbritannien und der Schweiz im Zweiten Weltkrieg*, Zürich.
- Jequier François (1990), «Les relations économiques et commerciales entre la Suisse et le Japon des origines à la Première Guerre mondiale», in Bairoch Paul, Körner Martin (éd.), *La Suisse dans l'économie mondiale (15e–20e s.)*, Zurich, 465–505.
- Jost Hans Ulrich (1998), *Politik und Wirtschaft im Krieg 1938–1948*, Zürich 1998 (traduction française *Le salaire des neutres*, Paris 1999).
- Jost Hans Ulrich (1999), *Europa und die Schweiz 1945–1950. Europarat, Supranationalität und schweizerische Unabhängigkeit*, Zürich.
- Jost Hans Ulrich, Ceni Monique, Leimgruber Matthieu (éd.) (2006), *Relations internationales et affaires étrangères suisses après 1945*, Lausanne.
- Karmin Doris (1944), *La politique commerciale de la Suisse 1932 à 1939. Contingents et accords de clearing*, Genève.
- Keel Guido Adalberto (1980), *L'Union suisse du commerce et de l'industrie (VORORT) face à l'intégration économique de l'Europe occidentale (1944–1972)*, Berne.
- Klöti Ulrich, Serdült Uwe, Widmer Thomas (2000), *Aussenpolitik von innen. Entscheidungsprozesse zur schweizerischen Aussenpolitik in den 80er und 90er Jahren*, NFP 42+, Synthesis 51, Bern.
- Kobelt Eduard (1987), *Die Wirtschaftspolitik der Gewerkschaften 1920–1950. Der Einfluss einzelner Gewerkschaftsverbände und Persönlichkeiten auf die Wirtschaftspolitik des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes*, Zürich.
- Kreis Georg (2007), *La Suisse et l'Afrique du Sud: 1948–1994: rapport final du PNR 42+ réalisé sur mandat du Conseil fédéral*, Carouge-Genève.
- Kuder Martin (2002), *Italia e Svizzera nella seconda guerra mondiale. Rapporti economici e antecedenti storici*, Roma.
- Kupper Walter (1929), *Die Zollpolitik der schweizerischen Landwirtschaft seit 1848*, Bern.
- Lampenscherf Elisabeth Margaretha (1948), *Die Stellungnahme der Basler und Zürcher Handelsherren und Exportindustriellen zum Problem «Freihandel, Kampfzoll, Schutzzoll» 1848–1902*, Schwarzenbach.
- Loepfe Willi (2006), *Geschäfte in spannungsgeladener Zeit. Finanz- und Handelsbeziehungen zwischen der Schweiz und Deutschland 1923 bis 1946*, Weinfelden.
- Luciri Pierre (1976), *Le prix de la neutralité: la diplomatie secrète de la Suisse en 1914–1915 avec des documents d'archives inédits*, Genève.
- Lüdi Martin (1985), «Libre-échange ou protectionnisme. Une décision prise par la Suisse il y a cent ans», *Hispo* 5, 40–59.
- Maurhofer Roland (2001), *Die schweizerische Europapolitik vom Marshallplan zur EFTA 1947–1960. Zwischen Kooperation und Integration*, Bern.
- Mazbouri Malik (1998), «Capital financier et politique extérieure à la fin de la Première Guerre mondiale: la création de la Centrale des Charbons (1917) et de la Société Financière Suisse



- (1918)», in Favez Jean-Claude, Jost Hans Ulrich, Python Francis (éd.), *Les relations internationales et la Suisse*, Lausanne, 45–70.
- Meyer Robert Paul (1969), «Conrad Cramer-Frey (1834–1900)», *Schweizer Pioniere der Wirtschaft und Technik* 21, 9–35.
- Moser Peter (2000), «Die schweizerische Integrationspolitik 1986–1993», in Gehler Michael, Steininger Rolf (ed.), *The Neutrals and the European Integration 1945–1995*, Wien, 421–435.
- Müller Renate (1966), *Volk, Parlament und schweizerische Zollpolitik um 1900*, Bern.
- Neidhart Leonhard (1970), *Plebizit und pluralitäre Demokratie. Eine Analyse der Funktion des schweizerischen Gesetzreferendums*, Bern.
- Ochsenbein Heinz (1971), *Die verlorene Wirtschaftsfreiheit 1914 bis 1918. Methoden ausländischer Wirtschaftskontrollen über die Schweiz*, Bern.
- Pasche Cécile (2000), *Heinrich Homberger (1896–1985): servir la Patrie? Servir le Vorort...*, mémoire de licence, Lausanne.
- Rappard William E. (1945), «La Suisse et le marché du monde», in Schweizerische Institut für Aussenwirtschaft- und Marktforschung an der Handels-Hochschule St. Gallen (Hg.), *Die Schweiz als Kleinstaat in der Weltwirtschaft*, St. Gallen, 35–76.
- Reichlin August (1932), *Der schweizerische Zolllarif und seine Schutzwirkung. Das Mass des Zollschatzes bei den verschiedenen Wirtschaftszweigen*, Zürich.
- Ritzmann-Blickenstorfer Heiner (éd.) (1996), *Statistique historique de la Suisse*, Zurich.
- Rupli Walther (1949), *Zollreform und Bundesreform in der Schweiz 1815–1848. Die Bemühungen um die wirtschaftliche Einigung der Schweiz und ihr Einfluss auf die Gründung des Bundesstaates von 1848*, Zürich.
- Sanchez Fernandez Beatriz (1996), *Proteccionismo y liberalismo. Las relaciones comerciales entre Suiza y España 1869–1935*, Frankfurt a. M., Madrid.
- Schälchli, Walter (1931), *Die schweizerischen Einfuhrbeschränkungen 1919–1925*, Wädenswil.
- Schaller André (1987), *Schweizerische Neutralität im Ost-West-Handel. Das Hotz-Linder-Agreement vom 23. Juli 1951*, Bern, Stuttgart.
- Schaufelbuehl Janick Marina (2003), «Les relations commerciales, financières et politiques franco-suissees 1944–1949», in Müller Philipp, Paccaud Isabelle, Schaufelbuehl Janick Marina, *Franc suisse, finance et commerce: politique monétaire helvétique 1931–1936: les relations de la Suisse avec l'Angleterre (1940–1944) et la France (1944–1949)*, Lausanne, 241–345.
- Schaufelbuehl Janick Marina (2009), *La France et la Suisse ou la force du petit. Evasion fiscale, relations commerciales et financières (1940–1954)*, Paris.
- Schiemann Catherine (1991), *Neutralität in Krieg und Frieden. Die Aussenpolitik der Vereinigten Staaten gegenüber der Schweiz 1941–1949. Eine diplomatiegeschichtliche Untersuchung*, Zürich.
- Schmid Erich (1964), *Die schweizerische Zollpolitik von 1945 bis 1960*, Zürich.
- Schmid Hanspeter (1983), *Wirtschaft, Staat und Macht. Die Politik der schweizerischen Exportindustrie im Zeichen von Staats- und Wirtschaftskrise (1918–1929)*, Zürich.
- Schnyder Mathias (2004), «Das schweizerische Konsularwesen im 19. Jahrhundert», *Politorbis* 36, 5–71.
- Schröter Harm G. (1990), «Etablierungs- und Verteilungsmuster der schweizerischen Auslandsproduktion von 1870 bis 1914», in Bairoch Paul, Körner Martin (éd.), *La Suisse dans l'économie mondiale (15e–20e s.)*, Zurich, 391–407.
- Schröter Harm G. (1993), *Aufstieg der Kleinen. Multinationale Unternehmen aus fünf kleinen Staaten vor 1914*, Berlin.
- Sciarini Pascal (1994), *La Suisse face à la Communauté européenne et au GATT. Le cas test de la politique agricole*, Genève.

- Sciarini Pascal (1996), «Die entscheidende Rolle des GATT für die Reform der schweizerischen Landwirtschaftspolitik», *Agrarwirtschaft und Agrarsoziologie* 1, 43–62.
- Sciarini Pascal, Holzen Madeleine von (1995), *GATT-Europe. La Suisse face à ses paysans*, Genève.
- Siegenthaler Hansjörg (1982), «Die Bedeutung des Aussenhandels für die Ausbildung einer schweizerischen Wachstumsgesellschaft im 18. und 19. Jahrhundert», in Bernard Nicolai et al. (Hg.), *Gesellschaft und Gesellschaften*, Festschrift zum 65. Geburtstag von Ulrich im Hof, Bern, 325–340.
- Signer Hans (1914), *Die treibenden Kräfte der schweizerischen Handelspolitik*, Zürich, Leipzig.
- Spahni Walter (1977), *Der Ausbruch der Schweiz aus der Isolation nach dem Zweiten Weltkrieg untersucht anhand ihrer Aussenhandelspolitik 1944–1947*, Frauenfeld.
- Tschumi Hans, Jaccard Robert (1929), *L'Union Suisse des Arts et Métiers. Histoire et activité, 1879 à 1929*, Lausanne.
- Veyrassat Béatrice (1990), «La Suisse sur les marchés du monde. Exportations globales et répartition géographique au XIXe siècle. Essai de reconstruction», in Bairoch Paul, Körner Martin (éd.), *La Suisse dans l'économie mondiale (15e–20e s.)*, Zurich, 287–316.
- Veyrassat Béatrice (1993), *Réseaux d'affaires internationaux, émigrations et exportations en Amérique latine au XIXe siècle. Le commerce suisse aux Amériques*, Genève.
- Veyrassat Paul (1969), *La Suisse et la création de l'AELE (1958–1960)*, Neuchâtel.
- Vogel René Maurice William (1966), *Les conditions de la politique commerciale de la Suisse*, Montreux.
- Wehrli Bernhard (1972), *Le Vorort, mythe ou réalité?*, Neuchâtel.
- Winkler Stephan (1992), *Die Schweiz und das geteilte Italien. Bilaterale Beziehungen in einer Umbruchphase (1943–1945)*, Basel.
- Witschi Beat (1987), *Schweizer auf imperialistischen Pfaden. Die schweizerischen Handelsbeziehungen mit der Levante 1848 bis 1914*, Stuttgart.
- Zbinden Martin (2000), «Die schweizerische Integrationspolitik von der Gründung der OECE 1948 bis zum Freihandelsabkommen 1972», in Gehler Michael, Steininger Rolf (éd.), *The Neutrals and the European Integration 1945–1995*, Wien, 389–420.
- Zbinden Martin (2006), *Der Assoziationsversuch der Schweiz mit der EWG 1961–1963: ein Lehrstück schweizerischer Europapolitik*, Bern.
- Zimmermann Beat R. (1980), *Verbands- und Wirtschaftspolitik am Übergang zum Staatsinterventionismus. Dargestellt anhand der Mitwirkung des Schweizerischen Handels- und Industrievereins und der Kaufmännischen Gesellschaft Zürich bei der Ausgestaltung der schweizerischen Aussenhandelspolitik im ausgehenden 19. Jahrhundert*, Bern, Frankfurt a. M.